

2019

INONDATIONS SUBITES ÉVALUATION RAPIDE DES BESOINS HUMANITAIRES



Ministère de l'Intérieur
République de Djibouti



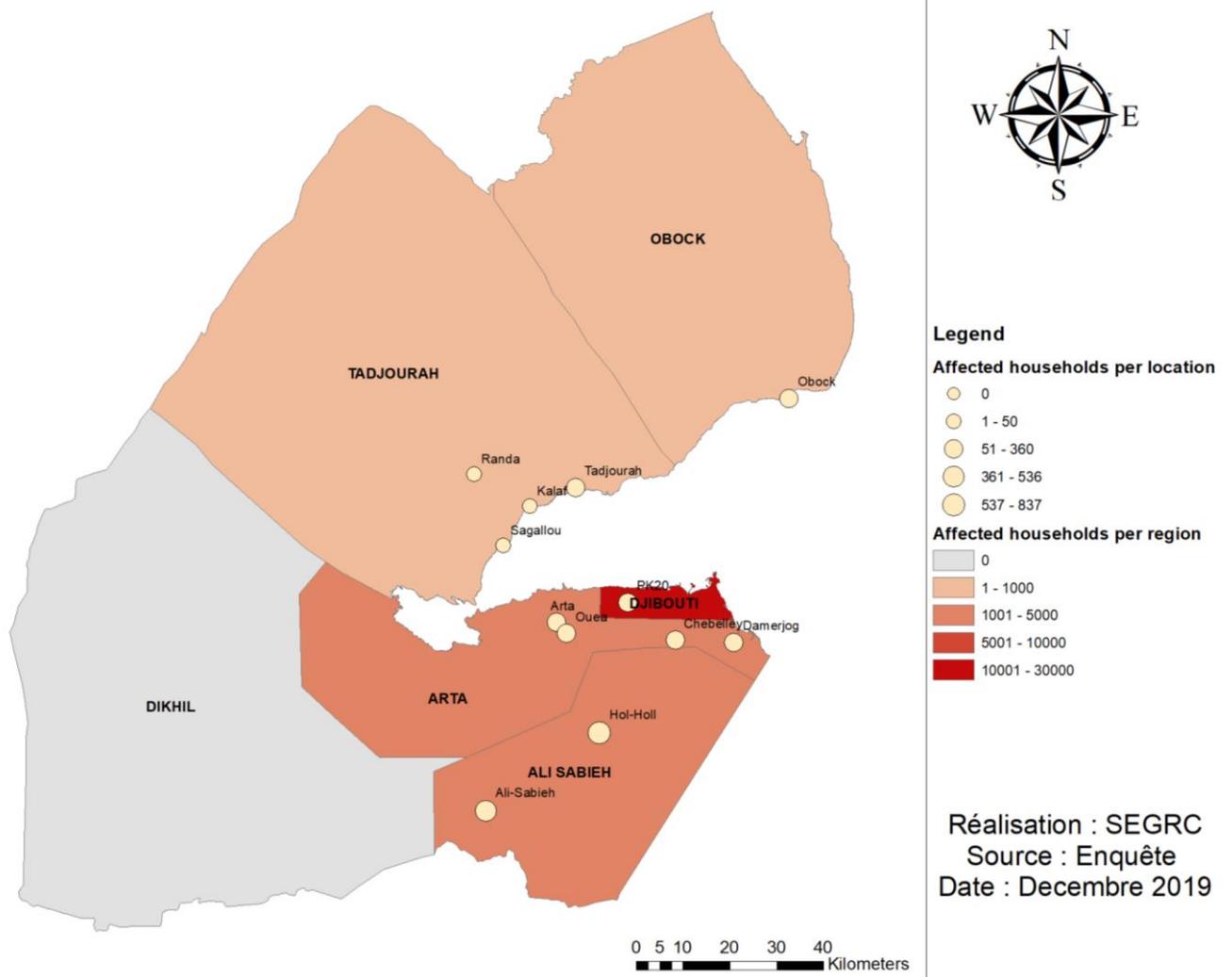
NATIONS
UNIES
DJIBOUTI

02 / DECEMBRE / 2019

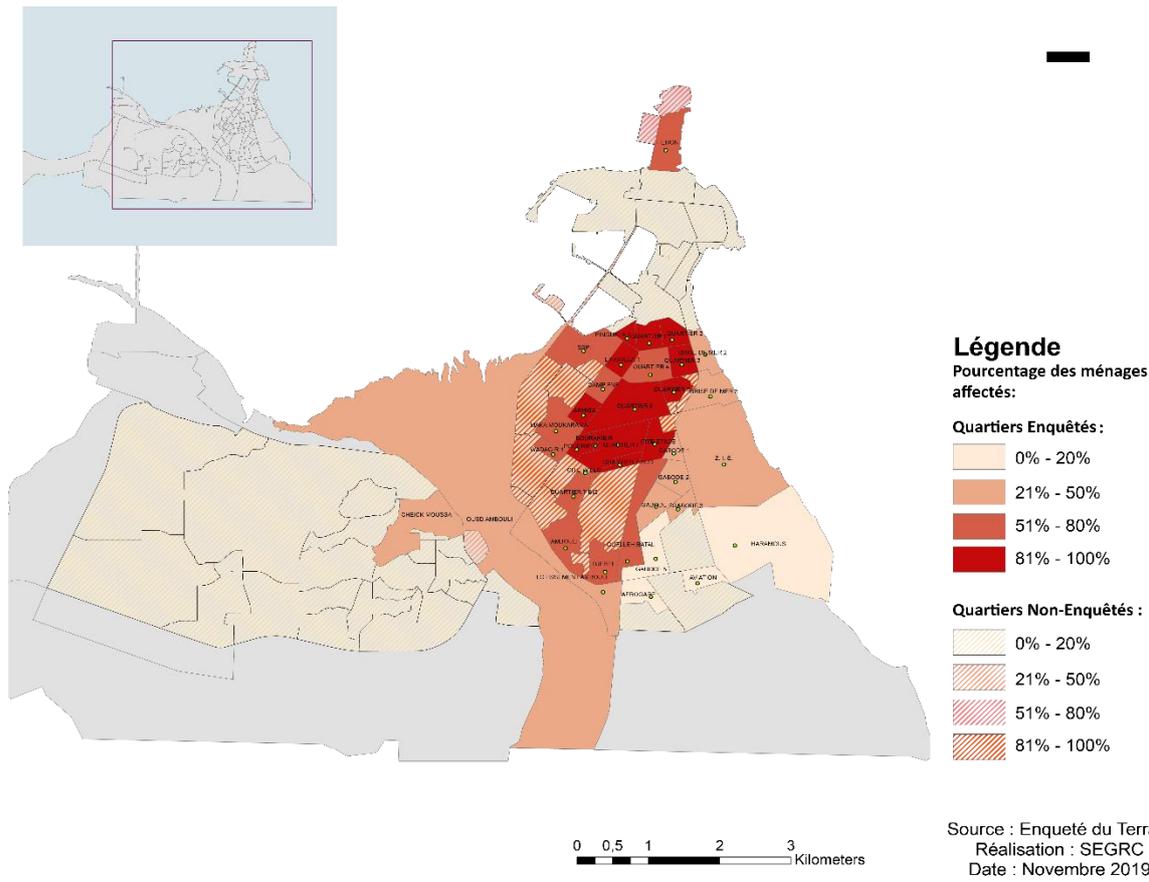


DJIBOUTI

ZONES DU PAYS TOUCHEES PAR LES INONDATIONS – DJIBOUTI



ZONES DE LA VILLE DE DJIBOUTI TOUCHEES (BALBALA INCLU)



ZONES INONDEES A DJIBOUTI-VILLE (1 METRE D'EAU ET AU DELA)



APERCU DE LA SITUATION

Entre le 21 et 28 novembre, Djibouti a subi des fortes pluies qui culminé les 22 et 23 novembre et ont déclenché des crues subites dans tout le pays. L'équivalent de 2 années de précipitations sont tombées dans un seul jour. Les prévisions météorologiques annoncent l'arrivée d'une nouvelle vague de pluie, ce qui empirerait une situation humanitaire déjà sérieuse.

Tableau 1 – Précipitations du 21 au 23 novembre (Source: Institut météorologique de Djibouti)

Localité	21/11	22/11	23/11
Djibouti	49mm	91mm	155mm
Arta	10mm	60mm	20mm
Damerjog	91mm	45mm	54mm
Goubeto	8mm	27mm	38mm
Tadjourah	n/a	n/a	100mm
Day village	n/a	n/a	100mm

Quelques 250 000 personnes ont été touchées dans tout le pays et 150 000 (y compris des migrants et réfugiés) ont besoin d'une aide humanitaire immédiate. Dans la seule ville de Djibouti, 200 000 (21% de la population totale) ont été affectées et 120 000 ont besoin d'une aide d'urgence immédiate. Quelque 10 personnes (dont 7 enfants) y ont perdu la vie. Les inondations ont également causé des dommages aux infrastructures, aux maisons et aux moyens de subsistance. Le barrage de l'Amitié, récemment construit à Langobaley sur l'Oued d'Ambouli, d'une capacité de 14 millions de mètres cubes a limité l'impact des pluies sur la capitale. Quelques 10 millions de mètres-cubes d'eau se sont accumulés dans le barrage, qui sans cela se seraient déversés sur la capitale et auraient aggravé la situation.

Tableau 2. Personnes en besoin d'aide humanitaire

Zone	Ménages	Individus
Djibouti ville	20 000	120 000
Ali Sabieh	310	1 860
Arta	3 670	22 020
Dikhil	n/a	n/a
Obock	360	2 120
Tadjourah	310	1,860
Total	24,650	147,860



Sur les 147 860 personnes en besoin d'aide, on estime qu'environ 14 000 migrants sont directement affectés dans les zones inondées telles que Arhiba et les quartiers 1, 2 et 6. Toutefois des identifications et vérifications complémentaires sont nécessaires pour avoir une image plus complète des dégâts.



Meeting of the coordination committee

Le 22 novembre, le Ministère de l'Intérieur a activé son plan d'urgence (ORSEC) et son comité de coordination ; le Premier Ministre, préside le comité interministériel de gestion des crises et catastrophes. Le Ministère de l'Intérieur appuyé par le Secrétariat exécutif pour la gestion des catastrophes (SEGRC) coordonne les efforts de secours au niveau national, et le Ministère des Affaires sociales et des Solidarités (MASS) supervise l'assistance aux populations touchées.



Photo aérienne prise dans la périphérie de la capitale

L'équipe de pays des Nations Unies continue d'appuyer le gouvernement dans la réponse.

Le numéro d'appel gratuit (le 1516), activé par le gouvernement pour permettre aux victimes de signaler tout problème et demander de l'aide, a reçu 550 appels depuis le début de l'urgence.

Une évaluation humanitaire rapide menée par le gouvernement a été conduite les 27 et 28 novembre avec la participation de 50 membres du personnel du gouvernement, SEGRG; le conseil municipal, le département des statistiques, l'ONU et des ONG ont été déployés sur les différents quartiers de Djibouti-ville pour interroger des informateurs-clefs, mesurer l'ampleur et la portée de l'inondation, déterminer le nombre de personnes touchées et les besoins immédiats des communautés touchées. D'autres équipes ont effectué un exercice similaire dans les régions.

Ce rapport présente les informations-clefs collectées pendant les évaluations, ainsi que celles d'autres rapports établis par différents ministères et observations directes.

Les informations disponibles indiquent des **préoccupations majeures** parmi la population en ce qui concerne l'assainissement, la sécurité alimentaire, les produits non-alimentaires de base/abris et la santé, en particulier chez les familles les plus défavorisées et les groupes vulnérables, y compris ceux dont les maisons ont été inondées pendant plusieurs jours et les

personnes 'en mouvement' (réfugiés, migrants). Les groupes vulnérables mis en évidence par les informateurs-clefs comprennent les enfants, les veuves, les personnes âgées et les personnes handicapées. Beaucoup ont une mobilité réduite et sont incapables de réparer leurs maisons endommagées.

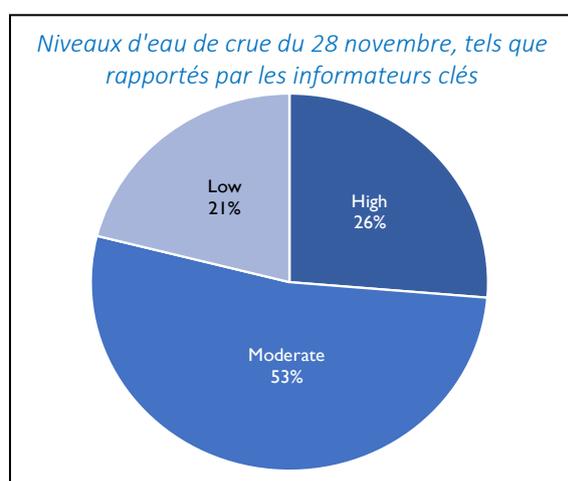
L'impact de l'événement est particulièrement préoccupant au niveau des ménages, ce d'autant plus pour les 20,8 pour cent de la population de Djibouti vivant dans une situation d'extrême pauvreté et les 35,3 pour cent dans une pauvreté générale, grand nombre de ces ménages ayant une capacité limitée à faire face à des chocs supplémentaires. On estime que 15 pour cent des ménages sont dirigés par des femmes (la plupart veuves).

Tableau 3. Estimation des personnes dans le besoin par secteur (parmi celles directement touchées)

Secteur	Ménages	Personnes
Eau, Hygiène & Assainissement	20 000	120,000
Sécurité alimentaire	22 500	135,000
Abri	6.500	39,000
Produits de base non-alimentaires	18 750	112,500
Santé	25 000	150,000

Immédiatement après l'événement, le MASS, en collaboration avec d'autres ministères, le Croissant-Rouge de Djibouti et l'UNFD (Union nationale des Femmes djiboutiennes), a organisé l'assistance dans

12 espaces collectifs de Djibouti-ville (écoles, centres de développement communautaire) pour plus de 5 000 personnes extrêmement vulnérables, dont 2 000 enfants de moins de cinq ans et des personnes handicapées. Les gens y ont reçu des repas chauds et une assistance médicale. Au bout de quatre jours, ces déplacés sont retournés dans leur maison ou ont été accueillis par leur famille ou amis. Une semaine après le début des pluies, dans 14 des 19 quartiers de la ville de Djibouti, les informateurs-clefs signalent que beaucoup de gens (jusqu'à 10 000 personnes) sont toujours hébergées par des amis et des parents.



Malgré le démarrage immédiat du nettoyage et des opérations de pompage de l'eau, effectués par les forces de sécurité et l'armée, ainsi que la protection civile, les ministères, le secteur privé et les forces armées étrangères stationnées à Djibouti, l'eau stagnante est encore visible une semaine après l'événement et elle a tendance à revenir dans certaines zones de la ville. Ce phénomène est causé par une multiplicité de facteurs: d'un côté le système d'égouts est incapable d'absorber les eaux de pluie, de l'autre, le sol est incapable d'absorber davantage d'eau car le niveau de la nappe phréatique a augmenté, et - en raison du changement climatique - les plus hauts niveaux de la mer et l'amplitude des marées entravent les opérations d'évacuation de l'eau.

Dommmages matériels

Les écoles sont fermées depuis le 21 novembre. L'évaluation initiale du Ministère indique qu'au moins 27 établissements scolaires ont été inondés à des degrés divers dans tout le pays (18 à Djibouti, cinq à Arta et quatre à Tadjourah), avec des dommages aux toits, systèmes électriques, installations et équipements sanitaires signalés. De nombreux enfants ont perdu leur matériel scolaire. Toutes les écoles sont nettoyées par l'armée et les forces de sécurité.

De même, huit centres de développement communautaire (CDC) qui sont le point de référence pour les communautés touchées lors de telles catastrophes, ont également enregistré des dommages en raison de l'inondation.

Quatorze établissements de santé ont subi des dommages consécutifs aux inondations dans la ville de Djibouti. Les dommages touchent à la fois les structures physiques et particulièrement les toits, et quelques unités techniques (laboratoires, salles de consultation, pharmacies) et aussi les équipements (groupes électrogènes, climatisation, équipement de laboratoire) qui ont été inondés.

Les informateurs-clefs indiquent que l'accès aux marchés locaux a été perturbé dans cinq des 19 zones évaluées de la ville de Djibouti. Les dommages au système électrique et la perturbation de l'approvisionnement électrique ont été signalés dans huit des zones visitées.

En dépit de l'existence d'un système de collecte des ordures dans la capitale, les observations lors des inondations ont indiqué un problème majeur avec les immondices et les matières plastiques en particulier. Certains districts ont signalé l'entrepôt et l'accumulation de déchets devant les maisons.

La présence de latrines ouvertes dans certaines zones et des pratiques de défécation à l'air libre ont aggravé la situation, les matières fécales et autres déchets se mélangeant à l'eau du fait de

l'inondation de ces installations à travers la ville de Djibouti. Ceci augmente le risque de maladies à transmission hydrique et vectorielle. Les systèmes d'égouts restent bouchés et dans certaines zones où l'eau a été pompée, elle est de retour.

Le risque de pollution de l'environnement suite aux inondations est également préoccupant. Une campagne de nettoyage de 10 jours a été lancée le 28 novembre par le premier ministre, avec le soutien de la société civile et des Nations Unies.

Les routes primaires, secondaires et tertiaires ont été touchées par les inondations dans tout le pays. Certaines communautés ont été isolées pendant quelques jours. Les informations sur l'état des routes sont limitées et une évaluation plus poussée est nécessaire pour déterminer l'ampleur des dégâts.

Situation dans les régions

Les régions de Tadjourah, Arta, Ali Sabieh et Obock n'ont pas été épargnées par les pluies torrentielles.

Selon les données disponibles, dans la région de Tadjourah 305 ménages ont besoin d'aide humanitaire (Tadjourah ville, Sagalou, Ardo, Randa, Kalaf et Dafo). La digue de Randa a été inondée, ce qui a endommagé la route. La route Tadjourah-Balho a également été endommagée entre Tadjourah et Randa. Selon le ministère de l'Éducation, quatre écoles de la zone Tadjourah ont été endommagées.

Dans la région d'Arta, 3 667 ménages ont été touchés (Damerjog, Karta, ville d'Arta et périphérie). Là, au moins 887 familles affectées ont besoin d'aide humanitaire, notamment d'abris, de couvertures, de nattes, matériel de cuisine et de nourriture. Les autorités ont signalé que 150 familles affectées ont été relocalisés à l'école du village d'Ali Ouney. Le ministère de l'Éducation a identifié cinq écoles endommagées dans la zone Arta. La route reliant le village d'Ali Ouney à Damerjoog est complètement dégradée et les accès sont difficiles.

Dans la région d'Ali Sabieh, 2 310 familles ont également besoin d'aide d'urgence (environs d'Ali Sabieh et Holl-Holl). Dans les capitale régionale et sous-préfectures, de nombreux ménages vivent dans des abris provisoires : tentes traditionnelles ou 'toukuls'. La pluie a sérieusement endommagé ces abris et la population souffre du froid dans cette région. Les ménages affectés ont besoin de couvertures, bâches et nattes/matelas.

Quelques 360 familles ont été affectées dans la région d'Obock (zone Medeho, secteur de Waddi, Obock ville). La route Obock ville-Medeho est gravement endommagée. Quelques 12 km de la piste reliant Obock ville au secteur de Waddi ont aussi été endommagés. Quelques 260 familles ont tout perdu et 80 ont besoin de bâches pour leurs abris. Certaines familles ont également perdu leurs élevages. Cinq écoles ont été endommagées. Les besoins plus urgents incluent nourriture, couvertures, kit de cuisine, réservoirs d'eau (200l), moustiquaires, bâches et gas-oil pour les motopompes et machines pour l'évacuation des eaux.

L'accroissement des pluies a fait empirer l'invasion de criquets, coïncidant avec leur période de reproduction. Ce phénomène jusqu'alors rapporté en Ethiopie voisine s'est maintenant étendu à Djibouti, particulièrement dans les régions d'Ali-Sabieh et de Tadjourah. Les rapports font état de milliers d'insectes causant d'énormes dommages aux cultures et production de fourrage des zones rurales d'Assamo, Doudoub Bololeh, Ali-Sabieh et Tadjourah. Sachant que les prévisions météorologiques annoncent d'autres pluies, la situation pourrait encore empirer si l'invasion de criquets s'étend aux autres régions, créant ainsi un risque accru sur les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire des populations rurales.

RECOMMANDATIONS

Priorités immédiates :

- Trouver des solutions pour évacuer les eaux de pluie stagnantes.
- Poursuivre et étendre la distribution de coupons (nourriture/bien de première nécessité) aux familles dans le besoin. Envisager d'étendre le système pour les abris et réparations d'assainissement.
- Aider les familles vulnérables dans la construction de latrines.
- Effectuer une campagne d'information, pour expliquer où l'aide est fournie, les critères de distribution, et ce que le gouvernement (et ses partenaires) a fait jusqu'à présent et prévoit de faire.
- Continuer d'effectuer des évaluations spécifiques pour identifier des familles qui peuvent ne pas encore être inscrites pour bénéficier de l'assistance en raison de leur statut (par exemple, sans documents d'identité, migrants en situation irrégulière, etc.).
- Renforcer le Système d'Alerte Précoce et de Surveillance des maladies, afin de détecter, enquêter et répondre aux épidémies potentielles.
- Rétablir le fonctionnement des établissements de santé touchés par les inondations afin d'assurer la continuité de l'accès aux services de santé par les populations victimes des inondations.
- Renforcer et étendre les activités de contrôle des vecteurs (fourniture de moustiquaires imprégnées, vaporisation d'insecticide intra-domiciliaire et de traitement larvicide à proximité et dans les surfaces d'eau stagnantes afin de limiter la propagation de paludisme, dengue et chikungunya).
- Mener une campagne intensive de promotion et de sensibilisation à l'hygiène ciblant l'ensemble de la population, et assurer une large distribution/accès aux comprimés de purification de l'eau, de réservoirs d'eau et articles d'hygiène.
- Identifier les interventions-clefs pour assurer une amélioration drastique des conditions d'assainissement (y compris la collecte des ordures).
- Effectuer les réparations des écoles, CDC et infrastructures de santé.

Conformément aux meilleures pratiques dans ce type de situation:

- Effectuer une l'évaluation approfondies inter-agences et multisectorielle des dommages, allant de l'impact humain aux dommages aux infrastructures, en passant par l'impact sur les moyens de subsistance, les services sociaux, etc., peut-être sur le modèle 'post disaster needs assessment'¹, adapté à la situation (par exemple, un exercice 'allégé').
- Les résultats de l'évaluation devront être utilisés pour élaborer un plan national de relance/reconstruction 'reconstruire mieux', avec des actions prioritaires à moyen et à long terme. Cela devra inclure des interventions de prévention et le renforcement des capacités de gestion/ réponse aux catastrophes. Ce document pourrait également être utilisé à des fins de collecte de fonds.
- Renforcer les capacités institutionnelles relatives à la gestion des crises, ainsi que les mesures de prévention, afin de minimiser les dommages dus aux catastrophes naturelles.
- Tirer les leçons de la réponse, ce qui pourra apporter des éléments pour améliorer la gestion des catastrophes et les capacités d'intervention dans le pays. Un tel exercice pourrait devenir la base d'un projet spécifique sur la réforme du secteur, y compris le renforcement des capacités et l'acquisition d'équipements, ce qui pourrait être présenté aux donateurs.
- Finaliser et approuver le plan d'urgence (ORSEC), le mettre à jour, et avoir un plan opérationnel avec différents scénarii. Ces documents devront veiller à ce que tous les ministères, la société civile et l'appui de la communauté internationale soient coordonnés et efficaces dans tout type de catastrophe ou de crise, naturelle ou anthropique. Une fois fait, des tests/exercices de simulation devront être régulièrement effectués et les processus révisés en conséquence.

¹Cet outil commun des Nations Unies / Banque mondiale est disponible pour tout gouvernement qui déciderait de l'utiliser. Un exercice 'allégé' est recommandé dans ce cas, compte tenu de l'impact relativement limité des inondations à l'aune mondiale des crises.

METHODOLOGIE D'ÉVALUATION

Une évaluation rapide initiale a été effectuée les 27-28 novembre 2019 sur la base de la méthodologie internationale d'évaluation humanitaire rapide, déjà utilisée lors du cyclone Sagar qui a frappé Djibouti en mai 2019. Treize équipes inter-agences et multisectorielles (50 enquêteurs) ont visité 19 des 35 zones inondées de Djibouti-ville, couvrant 84 pour cent des zones touchées. D'autres équipes, opérant sous la direction des préfets, ont visité les localités touchées dans les régions. Les équipes comprenaient des représentants du gouvernement (niveau central et local), des Nations Unies et des ONG.

Les équipes ont mené des entretiens structurés avec des informateurs-clefs (chefs de localité, travailleurs sociaux, personnel de la santé et de l'éducation, imams, etc.) et des observations directes.

Les informateurs-clefs ont donné un aperçu de l'état général des populations et des besoins immédiats ; cependant d'autres évaluations approfondies par secteur devront être faites pour vérifier les informations et émettre de nouvelles recommandations sur la planification des interventions.

Des renseignements supplémentaires inclus dans le présent rapport d'analyse ont été recueillis par des sources gouvernementales, ou l'observation directe.

Une équipe inter-agence a procédé au récolement des données, lesquelles ont ensuite été analysées par les groupes sectoriels menés par les ministères, avec la participation des organismes des Nations Unies.



ANALYSE DES DONNEES PAR SECTEUR



EDUCATION

- Au moins 27 écoles ont été endommagées dans tout le pays, à des degrés divers
- De nombreux enfants ont perdu leur matériel scolaire, qui devra être remplacé
- Une évaluation sectorielle approfondie supplémentaire est nécessaire

Afin de garantir la sécurité des enfants, le gouvernement a décidé de fermer toutes les écoles du pays le 21 novembre. Les opérations de nettoyage sont en cours pour relancer l'année scolaire à partir du 1er décembre. L'école secondaire appelée Collège du stade a accueilli 1 600 personnes parmi les plus vulnérables (femmes, enfants dont 400 de moins de cinq ans, personnes handicapées et personnes âgées) déplacées par les inondations.

Le ministère de l'Education a indiqué que quelque 27 écoles ont été inondées et endommagées dont 18 dans la capitale, cinq à Arta et quatre Tadjourah. Les observations de terrain à Obock font état de dommages dans cinq autres écoles. Les détails pour d'autres régions sont attendus.

Les données disponibles pour 14 établissements d'enseignement dans Djibouti-ville, accueillant quelque 13 000 élèves, indiquent que 10 d'entre eux avaient leurs toits endommagés, 11 avaient leur cour et sept de leurs salles de classe inondées, huit ont enregistré des dommages à leurs installations sanitaires et cinq au système électrique. Ces 13 000 élèves ont également perdu leur matériel scolaire.

Le ministre de l'Education a appelé une réunion le 27 novembre avec les partenaires pour partager les informations sur la situation des bâtiments scolaires, et a demandé un appui pour mener une évaluation plus approfondie des pertes et élaborer un plan de réhabilitation et de reconstruction qui devra envisager la préparation aux catastrophes et des mesures de réduction des risques.



ABRIS D'URGENCE ET PRODUITS DE PREMIERE NECESSITE (NON-FOOD ITEMS)

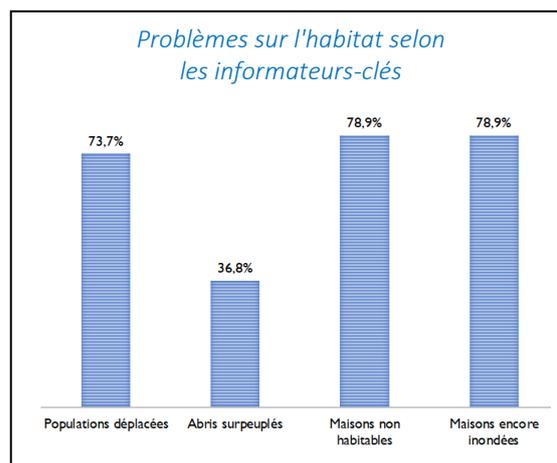
- Au moins 26 pour cent des personnes touchées (39 000 personnes) ont besoin d'un soutien pour leur abri et 75 pour cent de NFI (112 000 personnes), étant donné que leurs logements - souvent précaires - ont été encore plus endommagés par les pluies diluviennes et les inondations
- Au 28 novembre, quelque 10 000 personnes dans la ville de Djibouti étaient encore déplacées et hébergées par des amis et des parents dans la ville.
- Des bâches, des couvertures, des draps et des moustiquaires ainsi que du savon, des jerrycans, poudre de lavage sont les principaux besoins.



Immédiatement après l'événement, le Ministère des Affaires Sociales et de la Solidarité (MASS), en collaboration avec d'autres ministères, le Croissant-Rouge de Djibouti et l'Association nationale des Femmes ont organisé une assistance dans 12 espaces collectifs (écoles, CDC) de Djibouti-ville pour plus de 5 000 personnes extrêmement vulnérables, dont 2 000 enfants de moins de cinq ans et les

personnes handicapées. Les gens y ont reçu des repas chauds et une assistance médicale. Au bout de quatre jours, ces déplacés sont retournés chez eux ou chez leur famille ou amis.

Malgré un effort massif pour pomper les eaux de crue, une semaine après le début des pluies, les niveaux d'eau sont encore élevés dans plusieurs zones, selon les informateurs-clefs qui les ont couvertes. Beaucoup indiquent que les maisons sont toujours inondées à ce jour (60 pour cent en Arhiba), et il est donc impossible pour les gens de vivre là-bas. Certaines maisons - construites avec des matériaux précaires - ont été détruites. On estime que, en date du 28 novembre, au moins 10 000 personnes sont toujours déplacées et vivent avec des amis ou des parents. Certains parmi les plus vulnérables, qui n'ont pas d'autres options, vivent dans des habitations inondées.



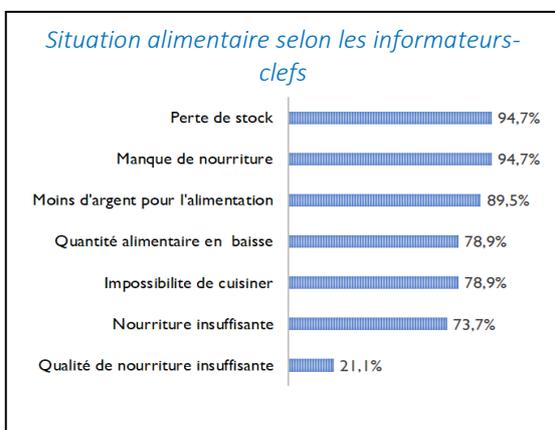
Les informateurs-clefs ont également indiqué que de nombreuses familles ont perdu leurs articles ménagers de base, meubles et appareils électriques. Presque tous les districts manquaient de bâches, couvertures, draps et moustiquaires.

De même, quelques huit centres de développement communautaire, qui sont le point de référence pour les communautés touchées lors de telles catastrophes, ont enregistré des dommages (toiture, structure, installations sanitaires, équipement, etc.) à cause de l'inondation.



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET MOYENS DE SUBSISTANCE

- Environ 95 pour cent des ménages touchés ont déclaré des pertes de stocks alimentaires et le manque de nourriture
- 79 pour cent sont incapables de cuisiner leurs repas
- L'accès aux marchés a été entravé dans cinq districts de Djibouti-ville au cours des inondations. Beaucoup ont perdu leurs stocks, en particulier les petits commerçants.
- Des recherches supplémentaires sont nécessaires pour comprendre l'impact direct des inondations sur les revenus des personnes touchées et leurs moyens de subsistance.



La dépendance de Djibouti aux importations extérieures et le fait que quelque 21 pour cent de la population de Djibouti vivent dans une situation de pauvreté extrême et 35,8 pour cent dans une pauvreté générale² font que ces ménages sont très vulnérables aux chocs supplémentaires et à l'insécurité alimentaire. Quelques 89,5 pour cent des personnes interrogées dans la ville de Djibouti (17 sur 19 districts) disent que, en moyenne, leur consommation alimentaire a diminué depuis les inondations. Dans quelques 18 districts sur

² Evaluation EDAM4

19 on a enregistré une perte de stocks alimentaires en raison des inondations et les ménages concernés déclarent avoir moins d'une semaine de stocks alimentaires disponibles.

Les informateurs-clefs ont indiqué que le revenu quotidien pour une grande partie des plus vulnérables est irrégulier du fait que la plupart des travailleurs sont des journaliers ou travailleurs engagés dans le petit commerce. De nombreux propriétaires de magasins locaux ont également été touchés en raison des fortes inondations. Il a été rapporté de 89,5 pour cent de la communauté que les ménages ne pouvaient pas acheter les articles dont ils ont besoin, en raison d'importantes inondations et des dommages à certaines des entreprises locales.

Les stratégies d'adaptation pour faire face à moins de revenus disponibles pour la nourriture comprennent :

- Se reporter sur les aliments moins aimés et moins coûteux ;
- Emprunter la nourriture, ou compter sur l'aide d'amis ou de parents
- Réduire le nombre de repas par jour.

La sécurité alimentaire dans le ménage est presque exclusivement une prérogative féminine (acheter la nourriture, la cuisine et gérer l'argent destiné la nourriture). Par conséquent, les inondations ont affecté les femmes de manière disproportionnée, car elles sont sous une pression supplémentaire pour fournir de la nourriture pour le ménage.

Si les intervenants-clefs dans la ville de Djibouti ont indiqué que la population était déjà vulnérable et que les conditions de vie se sont détériorées depuis les inondations, des recherches supplémentaires sont cependant nécessaires pour comprendre l'impact direct des inondations sur les revenus des personnes affectées et leurs moyens de subsistance.

Le MASS est en train de mener une enquête porte-à-porte afin d'évaluer la situation au niveau des ménages et d'identifier les familles vulnérables en besoin d'assistance autres que celles déplacées dans les centres communautaires. Au 3 décembre, 13 000 familles ont été atteintes. L'analyse des données sera disponible sous quelques jours.



SANTE

- Cent pour cent des ménages touchés ont déclaré l'accès aux soins de santé comme le besoin prioritaire étant donné que les crues subites sont connues pour alimenter les maladies à transmission hydrique ou vectorielle
- 14 établissements de santé ont été partiellement endommagés et nécessitent une réhabilitation d'urgence afin de pouvoir assurer la continuité des soins de santé aux populations affectées.
- Les systèmes d'alerte précoce et de surveillance des maladies et réponse doivent être renforcés pour détecter, enquêter et répondre aux épidémies potentielles.
- Des actions urgentes sont nécessaires pour contrôler les maladies à transmission vectorielle telles que paludisme, dengue et autres arbovirus.

Avec les eaux de crue qui restent dans certaines zones à travers la ville, les informateurs-clefs ont mentionné que la population est très préoccupée par les risques d'épidémie de maladies liées à l'eau (diarrhée aqueuse aiguë, choléra, etc.) et les maladies à transmission vectorielle (paludisme, dengue, et autres épidémies

telles que le chikungunya - rapporté dans la région).

La présence d'eau stagnante augmente le risque de paludisme, dont le nombre de cas pourrait augmenter dans les deux prochaines semaines en dépit d'un récent investissement qui a limité la progression

de la maladie. La saison du paludisme atteint généralement son pic de décembre à février, et les efforts déployés ces derniers temps pour lutter contre les épidémies grâce à des campagnes de pulvérisation et larvicides intérieurs résiduels sont maintenant largement compromis.

La surveillance accrue des maladies est une pratique cruciale pour la détection précoce des épidémies potentielles et assurer l'alerte précoce et un traitement rapide. La prévention des maladies, y compris la fourniture de moustiquaires, traitements

insecticides près d'eau stagnante, les activités de promotion et de sensibilisation à l'hygiène sont des activités-clefs à lancer immédiatement après de telles catastrophes.

There are reports of 14 health infrastructures damaged by the floods in Djibouti-city alone, and of interruption of services to the population. More information is required to assess the extent of the reparations required.



WATER, SANITATION AND HYGIENE (WASH)

- Environ 37 pour cent de la population de Djibouti-ville touchée n'a pas accès à l'eau. L'assainissement, déjà faible avant l'événement, s'est considérablement aggravé
- Les installations sanitaires ont été inondées, endommagées. Les réseaux d'égouts ont aussi débordés dans certains des régions. Environ 79 pour cent des districts ont signalé des signes visuels et olfactifs de contamination.
- En dépit d'un solide système de collecte des ordures, des immondices flottantes (déchets en plastique en particulier) ont été observés pendant les inondations.
- En dépit des opérations d'évacuation des eaux de crue par pompes effectuées par les pompiers et l'armée, l'eau dans certains endroits est revenue, laissant penser que l'évacuation et les systèmes d'égouts sont bouchés ou ne peuvent pas fonctionner correctement; le plus haut niveau de la nappe phréatique, et - en raison du changement climatique – les plus haut niveau de la mer et amplitude des marées entravent les opérations d'évacuation de l'eau.
- Le savon et les articles d'hygiène sont des priorités, ainsi que le sont des conteneurs de collecte et de stockage d'eau



Avant la crise deux districts ont déclaré avoir un accès limité à l'eau propre, avec les quartiers 6 et 7 de Djibouti-ville rapportant que 60 pour cent des résidents empruntent de l'eau à leurs voisins. A Balbala, l'accès à l'eau potable avant les inondations était le plus bas avec seulement 50 pour cent des résidents ayant accès à l'eau par camion-citerne.

Au moment de l'évaluation, 37 pour cent environ de Djibouti-ville relatait des problèmes d'accès à l'eau et 63 pour cent de la population est concernée par des infiltrations qui ont pu se produire, contaminant ainsi les sources disponibles.

L'accès aux pratiques sanitaires sûres est essentiel pour assurer la santé et le bien-être

des populations. Les taux de couverture en assainissement étant faibles dans de nombreux quartiers de la ville et dans tous les districts, l'assainissement a d'autant plus été directement touché par les inondations.

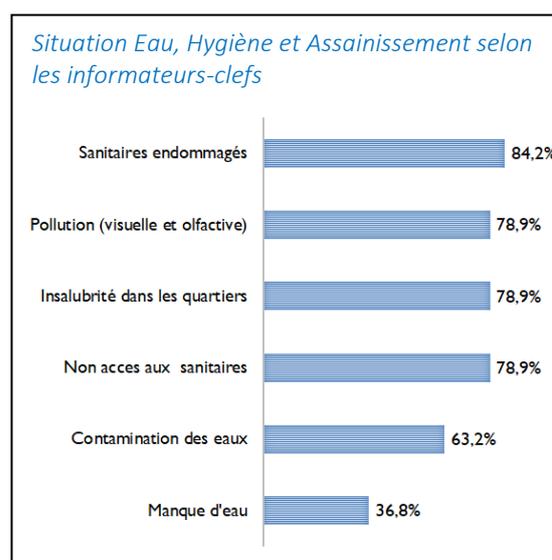
Bien qu'une évaluation spécifique soit nécessaire pour comprendre pleinement l'ampleur des dommages, les informations disponibles indiquent que le manque d'hygiène pour les personnes touchées par les inondations est particulièrement inquiétant dans le quartier 4, à Engueilla, au quartier 3, et quartier FNP, avec globalement 78 pour cent déclarant n'avoir plus d'accès aux latrines, et 84 pour cent des installations sanitaires ayant été endommagés.

Compte tenu du niveau d'inondation dans ces districts, il y a un risque élevé de contamination des eaux de surface et d'épidémies potentielles. Les intervenants-clefs ont partagé que, dans 13 districts sur 19 visités à Djibouti-ville, toutes les toilettes ont été signalées remplies par les eaux de crue et dans certaines zones, les égouts ont débordé. Environ 79 pour cent des districts ont signalé qu'il existe des preuves visuelle et olfactive de contamination dans les communautés.

En dépit des opérations d'évacuation des eaux de crue par pompage par la protection civile, les pompiers et l'armée, dans certaines zones l'eau est revenue, ce qui indique que les systèmes d'évacuation et d'égouts sont bouchés ou ne peuvent pas fonctionner correctement.

En ce qui concerne le savon et les articles d'hygiène, seulement 22 pour cent des districts ont déclaré avoir accès à du savon et un endroit pour laver les vêtements. Il a été rapporté le besoin de kits d'hygiène et d'hygiène menstruelle dans les districts.

Quelques sept districts visités ont signalé des problèmes avec la fréquence de la collecte des ordures par rapport à la quantité à enlever et à l'accès routier. Alors que la plupart des districts ont signalé des activités de collecte des ordures, des déchets solides restants sont encore visibles sur les eaux de surface; des améliorations pour la collecte doivent être une priorité pour éviter les maladies d'origine hydrique.



ASSISTANCE

L'intervention d'urgence à Djibouti est déjà en cours pour répondre aux besoins immédiats des populations les plus vulnérables touchées par les inondations. Le gouvernement a mobilisé l'ensemble de ses actifs et l'ONU, les ONG, la société civile et le secteur privé se sont également mobilisés.

La réponse technique a été cruciale et s'est composée des efforts conjoints déployés par divers groupes opérant dans le pays et les services gouvernementaux. Toutefois, les ressources sont insuffisantes pour faire face à tous les besoins.

Contributions reçues

Organisation	Donateur	Espèce ou nature	Articles	Valeur (US Dollars)
Gouvernement de Djibouti via le MASS	Djibouti	Nature	Accueil et support dans les centres d'accueil (12 sites)	143 000
	Djibouti	Nature	Assistance humanitaire post-inondations (distribution de kits d'urgence)	331 000
	UNICEF, PAM	Coupons	Coupons (38,000 Fdj/coupon - Nourriture / NFI)	TBD
	Djibouti	Nature	3 500 repas par jour pour 4 j. pour personnes déplacées	TBD
	China Merchant	Nature	100 Boîtes de biscuits	TBD
	China Merchant	Nature	477 boîtes de lait (500 ml)	TBD
	China Merchant	Nature	4800 bouteilles d'eau 500 ml	TBD
	DMP	Nature	470 matelas	TBD
	DICO Meubles	Nature	150 matelas	TBD
	DICO Meubles	Nature	100 oreillers	TBD
	ISCAE	Nature	50 matelas	TBD
Gouvernement de Djibouti via le Ministère de l'Intérieur	Djibouti	Nature	Mobilisation des agents de l'Etat (toute la durée)	25 000
		Nature	Carburant (motopompes, moteurs, véhicules 25 000 litres)	27 500
		Nature	Fourniture de motopompes et accessoires	120 000
		Nature	Camions de vidange (location)	15 000
		Nature	Bulldozers (location)	17 000
		Nature	Fourniture de matériel d'entretien (brouettes, pelles, pioches, râpeaux, sacs à ordures, javel, serpillières)	80 000
Gouvernement de Djibouti via le Ministère de la Santé	Djibouti	Nature	Médicaments, activités de désinfection, pulvérisation, et coûts logistiques, administratifs et de personnel	113 000
Sub-Total (Gov)				872,398
Croissant Rouge-Djibouti	Croissant Rouge-Djibouti	Nature	1000 Sacs à ordures	TBD
		Nature	100 bidons d'eau de Javel 5L	TBD
		Nature	30 gants	TBD
		Nature	200 masques	TBD
		Nature	100 savons	TBD
		Nature	10 sacs à dos d'urgence	TBD
		Nature	108 eau minérale	TBD
		Nature	100 seaux	TBD
DG ECHO	DG ECHO	Vouchers	Chèques en espèces pour couvrir les besoins d'urgence des familles vulnérables touchées	166,000
Autriche	Autriche	Nature	50 tentes familiales	TBD
		Nature	200 kits d'hygiène	TBD
		Nature	1000 bâches	TBD

France	France	Nature	600 kits d'hygiène	TBC
		Nature	500 comprimés de purification de l'eau	TBD
		Nature	30 kits médicaments	TBD
Italie	Italie	Nature	IEHK 2017, Supp. Mod., Equipment	890
		Nature	100 Matelas auto-gonflables	2 533
		Nature	100 Kits d'hygiène	3 354
		Nature	54 ustensiles de cuisine, type familial	2 848
		Nature	400 Jerry cans, demi-bidon avec bouchon à vis, 10lt	712
		Nature	100 Tente familiale en forme de tunnel	30 652
		Nature	600 Couverture 50% laine 50% fibres synthétiques 50% laine	2 820
		Nature	IEHK 2015, Basic Mod without Antimalaria	3 476
		Nature	IEHK 2017, Supp. Mod. Medicines	2 141
		Nature	IEHK 2017, Supp. Mod., Renewables	619
		Nature	10 Bâches plastiques tissées, 4x60mt	1 510
		Nature	1 Bateau, gonflable, avec moteur et accès.	14 147
Japon	Japon	Nature	810 matelas	TBD
		Nature	810 couvertures	TBD
		Nature	132 citernes à eau	TBD
		Nature	200 tentes	TBD
IGAD	IGAD	Espèces		50 000
PAM	Multilatéral	Nature	Distribution de nourriture 2000 enfants pour 1semaine	6 393
	Multilatéral	Nature	Ustensiles de cuisine	4 198
OMS	OMS	Nature	5 kits de santé d'urgence pour 50 000 pers. (3 mois)	5 000
		Nature	Distribution d'urgence d'eau potable (30 000 litres) en bouteille	10 000
		Nature	30 000 moustiquaires imprégnées	60 000
		Nature	Kit médicaux pour hôpitaux et centres de santé	36 210
UNHCR	UNHCR	Nature	500 Jerrycan 10 L	750
		Nature	200 tentes familiales (5 places)	93 060
		Nature	50 tentes familiales distribuées par Min. de la Santé	24 750
		Nature	200 couvertures	1 140
		Nature	1 000 matelas	2 720
UNICEF	UNICEF	Nature	1 900 kits d'hygiène	71 119
		Nature	300 000 comprimés de purification de l'eau	TBD
		Nature	983 kits de première nécessité (NFI)	100 000
		Nature	27 pompes à eau	27 897
IOM	DFID	Nature	500 Couvertures	2 248
	DFID	Nature	200 Jerrycan10L	451
	DFID	Nature	100 kits d'ustensile de cuisine	5 271
PNUD	PNUD, USAID (100,000 USD), AI Gamil \$1000 USD)	Espèces	6,000 boîtes de biscuits	1 017
		Espèces	3,000 couvertures	19 500
		Espèces	4 citernes à eau (2,000L)	2 380
		Espèces	8 pompes à eau	17 525
		Espèces	7 citernes à eau (1000L)	2 416
		Espèces	4000 litres diesel	4 475
		Espèces	300 Tentes	2 797
		Espèces	1000 Bottes	12 146
		Espèces	5000 masques	8 050
		Espèces	1000 gants	6 214
		Espèces	1000 râteaux	9,604
		Espèces	5000 sacs plastiques	12 429
		Espèces	Kit de premier secours	3 706
		Espèces	1000 balais	11 242
		Espèces	5000 eau potable	2 000
		Espèces	1000 pelles	10 452
		Espèces	1000 raclettes	9 597
		Espèces	500 brouettes	42 940
		Espèces	15 savons (5L)	250
		Espèces	1000 T-shirt	5 649
Espèces	Distribution de nourriture	8 474		
Coupons	Espèces Coupons		6 500	
Total				1 804 670

Contributions promises

Organisation	Donateur	Espèces ou nature	Articles	Valeur (US Dollars)
USA	USA/OFDA	Espèces	Couvertures, bâches, réservoirs à eau, pompes à eaux	100,000
France	France	Nature	18 kits d'urgence	
		Nature	Antibiotiques et antalgiques	
		Nature	7 kits Adulte (MTB)	
OIM	KS Relief	Nature	400 kits d'hygiène	3,784
	DFID	Nature	300 bâches	604
	DFID	Nature	500 couvertures	2,248
FAO		Nature	5000 L diesel	
PAM	Non financé	Nature	Distribution de nourriture pour 300 familles à Tadjourah	60,000
	Non financé	Coupons	Coupons	831,919
Total				998,555

ANNEX 1 – ORGANISATIONS AYANT PARTICIPE A L'EVALUATION ET AUTRES INFORMATEURS

<p>Gouvernement de la République de Djibouti : Primature Ministère de l'Intérieur Ministère de l'Agriculture Ministère de l'Education Ministère de l'Habitat, Urbanisme et Environnement Ministère des Affaires Sociales et des Solidarités (MASS) Secrétariat d'Etat à la Jeunesse et Sport Ministère Délégué à la Décentralisation Secrétariat Exécutif de la Gestion des Risques et Catastrophes Mairie de Djibouti Initiative Nationale de Développement Social (INDS) ONARS Agence Nationale de la Météorologie Université de Djibouti</p>	<p>Système des Nations Unies à Djibouti : UN Resident Coordinator Office FAO IOM OCHA UNDP UNDSS UNFPA UNHCR UNICEF UNOPS WHO WFP</p>
	<p>ONG Internationales: Caritas NRC</p>

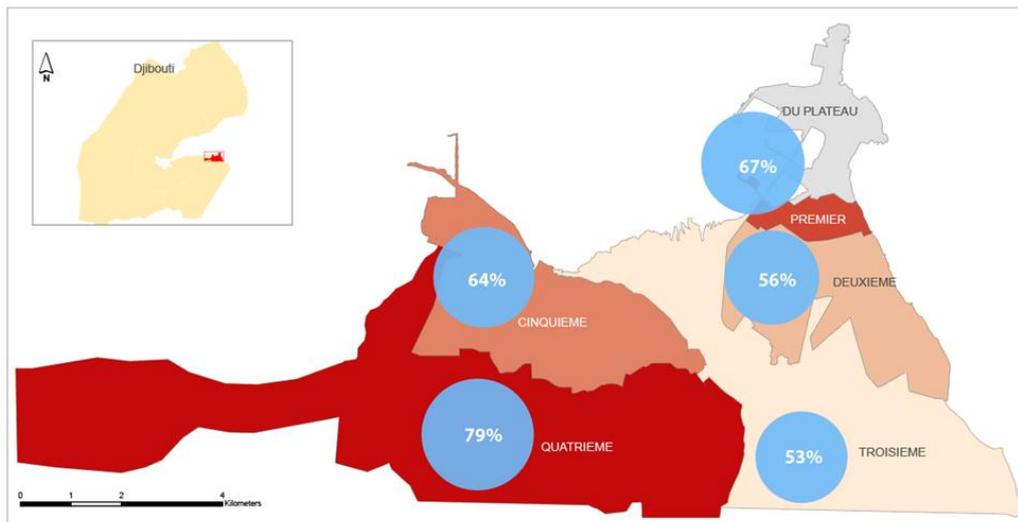
Annex 2 – PRECIPITATIONS DU 21 AU 28 NOVEMBRE 2019

Source: Institut météorologique de Djibouti

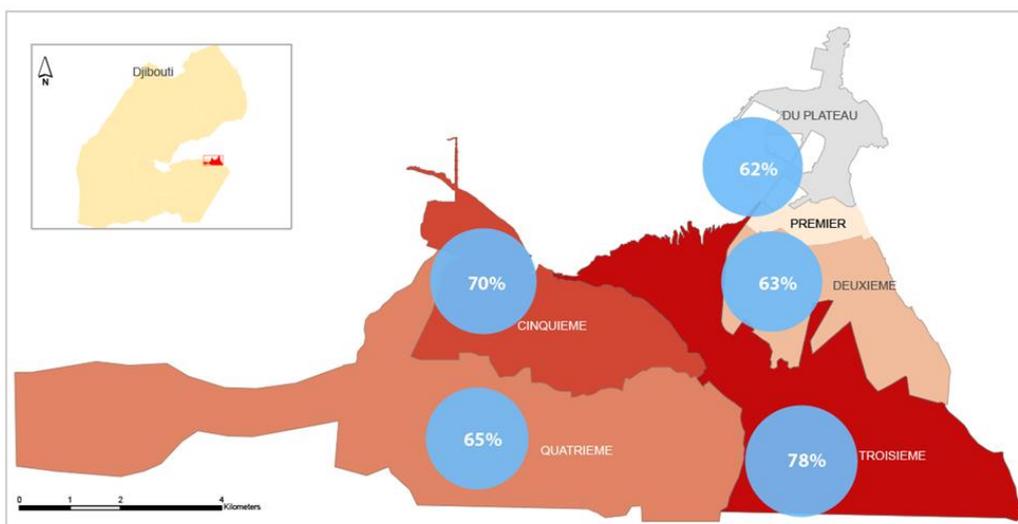
Localité	21/11	22/11	23/11	24/11	25/11	26/11	27/11	28/11
Djibouti	49mm	91mm	155mm	n/a	n/a	n/a	2mm	n/a
Arta	10mm	60mm	20mm	n/a	9mm	n/a	n/a	n/a
Damerjog	91mm	45mm	54mm	n/a	n/a	n/a	3mm	n/a
Goubeto	8mm	27mm	38mm	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
Tadjourah	n/a	n/a	100mm	14mm	n/a	n/a	20mm	14mm
Day village	n/a	n/a	100mm	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a

Annex 3 – Analyse de données secondaires (source: INSD)

1. Pourcentage des ménages ayant un logement précaire avant les inondations – par arrondissement



2. Pourcentage des ménages ayant un accès limité aux latrines avant les inondations – par arrondissement



3. Pourcentage des ménages ayant un système d'évacuation des eaux précaire avant les inondations – par arrondissement

